L'Arabie s'affirme

David Bensoussan
L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'annonce, puis l'annulation in extremis, d'une attaque contre l'Iran alors que le pays était secoué par des manifestations d'une ampleur exceptionnelle, ont mis en lumière un infléchissement stratégique majeur au Moyen-Orient. Selon plusieurs sources concordantes, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (ÉAU) et le Qatar auraient instamment exhorté le président Trump à renoncer à l'opération, allant jusqu'à refuser l'accès à leur espace aérien. Un tel positionnement pouvait surprendre : ces monarchies sunnites n'auraient-elles pas dû se féliciter de l'affaiblissement de leur rival iranien ? Or, elles ont délibérément opté pour la retenue.

L'ordre pétrolier de l'après-guerre

Ce revirement ne se comprend qu'à la lumière de l'architecture géopolitique du Golfe façonnée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Redoutant une percée soviétique en Iran susceptible de compromettre l'approvisionnement pétrolier des économies occidentales, Washington érigea l'Iran du Shah en pilier régional à partir des années 50, n'hésitant pas à lui fournir des armements de très haute technologie, tels que les avions F-14. À cette époque, un Iran puissant constituait un verrou stratégique face aux ambitions de Moscou.

L'Arabie saoudite trouva, pour sa part, un intérêt manifeste à s'inscrire dans l'orbite américaine. Selon l'entente conclue en 1945 entre le président américain Roosevelt et le roi Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie saoudite, les États-Unis (ÉU) garantissaient la sécurité d'un royaume démographiquement vulnérable, soutenaient la lutte idéologique contre l'athéisme communiste et, en contrepartie, obtenaient un accès exclusif au pétrole saoudien et consolidaient un ordre monétaire international fondé sur le recyclage des pétrodollars. Cet arrangement structura durablement l'économie mondiale tout en accompagnant la modernisation accélérée du royaume saoudien.

1979 : la rupture révolutionnaire

La révolution islamique de 1979 mit brutalement fin à cet équilibre. La chute du Shah, la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran et la désignation des EU comme « Grand Satan » inaugurèrent une phase de confrontation systémique. La rhétorique révolutionnaire iranienne s'en prit aux monarchies sunnites. L'Arabie et l'Iran se firent compétition pour exporter leur doctrine islamique, notamment en Afrique. Le président irakien Saddam Hussein, convaincu de la fragilité du nouveau régime iranien, engagea une guerre dévastatrice. Ce conflit fit près d'un million de victimes.

L'invasion ultérieure du Koweït par l'Irak, motivée par la convoitise de ses ressources pétrolières, alarma les monarchies du Golfe, qui virent planer la menace d'un basculement du monopole des pétrodollars. Si les puissances occidentales libérèrent le Koweït en 1991, l'invasion anglo-américaine de l'Irak en 2003 plongea durablement ce pays dans le chaos. Par un cruel paradoxe stratégique, l'Irak devint alors un espace largement soumis à l'influence iranienne.

Riyad doute du parapluie américain

Le véritable tournant pour Riyad intervint en 2019, lorsque les rebelles houthis armés par l'Iran frappèrent les infrastructures pétrolières saoudiennes, neutralisant près de la moitié de la capacité de production du royaume. Le refus du président Trump d'intervenir militairement ébranla profondément la confiance saoudienne dans le parapluie sécuritaire américain. Dès lors, Riyad entreprit de diversifier ses partenariats stratégiques et de désamorcer sa confrontation directe avec Téhéran. La reprise des relations diplomatiques avec l'Iran en 2023, sous les auspices de la Chine, consacra ce réalignement prudent.

Dans un registre connexe, l'éviction du président Maduro au Venezuela a contribué à fragiliser l'axe Caracas–Téhéran, tout en entravant les ambitions chinoises d'accéder au pétrole vénézuélien et d'imposer le yuan comme monnaie de transaction au détriment du dollar.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite se perçoit comme encerclée par d'autres foyers de menaces. Les Frères musulmans visent à remplacer les régimes en place par des régimes islamiques. Ils sont soutenus par le Qatar et encouragés par la Turquie. Pour l'Arabie, cette mouvance constitue une inquiétude persistante. En outre, le président Erdoğan n'hésite pas à invoquer l'héritage ottoman sur La Mecque et Médine, suggérant implicitement une remise en cause de la légitimité saoudienne comme gardienne des lieux saints de l'islam. À cela s'ajoute une rivalité de plus en plus marquée avec les ÉAU, notamment au Yémen, où Abou Dhabi appuie des forces séparatistes tandis que Riyad soutient le gouvernement internationalement reconnu.

Dans ce contexte, l'objectif saoudien – et celui du Qatar et des ÉAU - n'est pas tant la chute du régime iranien que la préservation d'un statu quo fragile : un Iran contenu et affaibli, mais non précipité dans le chaos. Une guerre ouverte serait lourde de conséquences. Téhéran pourrait s'en prendre aux infrastructures énergétiques et fermer des points de passage stratégiques, tels que le détroit d'Ormuz dans le Golfe arabo-persique, ou celui de Bab el-Mandeb en mer Rouge, provoquant une paralysie de l'économie mondiale.

Énergie, normalisation et routes alternatives

C'est dans cette logique que s'inscrivent les discussions discrètes engagées avec Israël, visant à relier l'Arabie aux réseaux énergétiques israéliens afin d'acheminer le pétrole saoudien vers l'Europe par voie terrestre. Israël, de son côté, cherche également à réduire sa dépendance stratégique à l'égard de Washington, fort de ses exportations de haute technologie et de ses nouvelles ressources gazières en Méditerranée orientale. Or, la Turquie s'emploie à infléchir le tracé de projet de pipeline saoudien en faveur d'un passage terrestre via son territoire plutôt que par Israël. Cette initiative semble surmonter les réticences de Riyad, bien que l'axe Ankara-Doha, promoteur des Frères musulmans, demeure inacceptable aux yeux de l'Arabie saoudite.

Le paysage régional apparaît ainsi d'une complexité extrême. Les alliances se recomposent, les clivages idéologiques s'atténuent et les intérêts nationaux prennent le pas sur les réflexes confessionnels. Au-dessus de cet

échiquier instable plane une variable supplémentaire : l'imprévisibilité persistante du président Trump. Dans ce contexte mouvant, une certitude s'impose néanmoins : l'Arabie saoudite n'est plus un simple acteur aligné, mais une puissance régionale résolue à tracer sa propre trajectoire.